



# L'Alliance

L'union fait la force. L'action aussi.

Projet d'union des patriotes pour la France

Mars 2020



## Fédérer les patriotes : fusion ou unité d'action ?

Beaucoup, ces derniers temps, évoquent la nécessaire union des patriotes des deux rives, c'est-à-dire des patriotes issus de la droite comme de la gauche.

Pourvu que ces patriotes renoncent, en toute logique, à l'immigrationnisme, et une telle union est théoriquement possible et absolument souhaitable.

Mais comment s'y prendre, précisément ? Lorsque nous parlons « union », est-il question d'une **fusion** des partis, organisations, cercles de réflexion, etc., patriotes, ou d'une **union** stricto sensu ? L'une ou l'autre ayant pour objectif de présenter un front uni et un candidat unique à l'élection présidentielle de 2022.

Fusion ou union, il faut choisir.

Disons-le sans crainte de choquer, la fusion est impossible et non-souhaitable, de toute manière. Impossible, car les egos, parfois démesurés, des uns et des autres ne se prêtent nullement à ce mode opératoire. Non-souhaitable, car nous y perdrons en efficacité, en énergie et en temps. Or, le temps presse, justement.

Nous choisissons donc l'union plutôt que la fusion, et nous expliquons pour quelle raison en annexe du présent document.

Bien sûr, nous vous demandons de lire attentivement ces quelques pages issues de ma thèse de doctorat consacrée à « La Résistance en Hérault (1940-1944) », où j'expliquais, voici une quinzaine d'années déjà, pourquoi la prétendue unification de la Résistance intérieure avait été à la fois une escroquerie, un échec et une erreur.

Il convient naturellement, en ces heures tragiques, de s'inspirer du passé, des œuvres de nos devanciers. Elles sont nombreuses. Pour autant, il nous faut tous exactement savoir de quoi nous parlons ici, et ne pas commettre les mêmes bourdes.

Trop de mythes perdurent sur la Résistance, ce que nous constatons en entendant certains patriotes réclamer un nouveau Conseil national de la Résistance (CNR), comme si les solutions de 1943 étaient forcément adaptées à la France de 2020.

Évidemment, ce n'est pas aussi simple. Vous le constaterez par vous-mêmes en lisant l'annexe de cet article et saurez pourquoi la solution que nous proposons est la bonne.

Laissez-moi maintenant vous l'expliquer brièvement.

Pas de fusion, donc, mais plutôt une union. Mieux, une **unité d'action**, c'est-à-dire une coordination seule des actions de propagande, de renseignement, ou d'opérations sur le terrain, des différents mouvements, organisations, cercles de réflexion, etc., patriotes existant en France, que leurs membres se réclament de la droite ou de la gauche.

Chacune de ces « formations » conservera par-devers elle ses propres forces, même si celles-ci devront adhérer à une structure unique, chargée de ladite unité d'action.

Ainsi, chaque membre portera une double casquette, celle de sa formation d'origine et celle de la structure unique : L'Alliance.

Mais pourquoi L'Alliance et pas tel ou tel autre parti ?

Eh bien, pour au moins trois raisons :

1/ D'abord, notre mouvement est une structure jeune, de petite taille et dont la vocation est précisément de fédérer les patriotes des deux rives.

Les vieux partis ont prouvé, soit leur incompetence à gouverner, soit leur incapacité à rassembler dans le but de gouverner : nous ne devons donc pas tenter de faire du neuf avec du vieux en chargeant l'un d'eux de fédérer les patriotes français.

De plus, un mouvement de grande taille finirait par phagocyter les structures plus petites, faisant d'elles ses vassaux, à son seul profit, oubliant, en chemin, l'objectif de redressement national qui nous anime.

J'ajoute que si beaucoup prêchent l'union des patriotes, notamment à droite, fort peu agissent en conséquence : L'Alliance, elle, est décidée à passer à l'action, car c'est sa raison d'être, tout simplement.

2/ Ensuite, personne, au sein de notre parti, n'ambitionne d'être candidat à l'occasion de la présidentielle de 2022.

Ceci évitera toute querelle d'ego en son sein ou à l'égard d'autres formations, et elles sont nombreuses, où le fondateur souhaite, envisage, prépare, sa candidature.

Ne nous y trompons pas, les ambitions personnelles détruiront toute tentative d'union : il faut ainsi à tout prix éviter que la structure chargée de coordonner les talents, les actions, les volontés, ne soit dirigée par un homme/une femme, ambitionnant d'être candidat(e) en 2022.

Et c'est seulement à cette condition que notre entreprise de fédération des patriotes des deux rives aura une chance d'être couronnée de succès.

3/ Enfin, et ce n'est pas rien, L'Alliance est la seule formation patriote française qui dispose, actuellement, d'un programme de gouvernement efficace, pertinent et complet susceptible de rassembler largement, à droite et à gauche, parmi les Français patriotes et les amis de la France de nationalité étrangère, résidant sur notre territoire ou ailleurs.

Les partis traditionnels se cherchent encore un programme pour 2022. Pas nous, puisque celui-ci est prêt depuis l'automne 2019.

S'agissant de formations patriotes plus jeunes, en dépit de propositions intéressantes sur telles ou telles thématiques (Défense, Justice, Culture, Éducation, Santé, etc.), elle pèchent toutes par l'incomplétude de leur programme de gouvernement.

De surcroît, outre des propositions programmatiques pertinentes, il nous faudra un vrai programme apte à rassembler et où chaque patriote s'y retrouvera, soit dans son intégralité, soit adhérant uniquement à l'essentiel.

Pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus que L'Alliance figure la formation politique adéquate pour permettre l'unité d'action des patriotes des deux rives et des partis, organisations, cercles de réflexion, etc., auxquels ils adhèrent déjà.

Nous appelons donc chaque patriote et chaque fondateur de structure patriote à prendre contact avec nous, à faire figurer sur leurs documents officiels, outre leur dénomination, la mention « membre de L'Alliance » et à verser, sans délai, l'intégralité de ses membres dans notre formation.

L'adhésion est libre, simple et gratuite : <https://alliance2022.org/adhesion>

En parallèle, nous vous invitons, toutes et tous, à consulter notre programme de gouvernement : [https://alliance2022.files.wordpress.com/2019/12/programme\\_191109.pdf](https://alliance2022.files.wordpress.com/2019/12/programme_191109.pdf)

Enfin, à partir du moment où chacun jouera le jeu de l'unité d'action, L'Alliance sera en mesure de proposer, en concertation avec les dirigeants des formations qui l'auront rejointes, des actions efficaces, pertinentes et susceptibles de préparer la victoire finale à l'occasion de la présidentielle de 2022.

Mais pour cela, nous avons d'abord besoin de savoir de quels effectifs nous disposons, dans telle ou telle région, ou ville. C'est pourquoi adhérer en précisant votre commune de résidence est indispensable.

À charge pour nous, par la suite, de puiser dans ce vivier pour nommer des dirigeants, nationaux et locaux, qui assureront des responsabilités au sein de L'Alliance.

Plus que jamais : « L'union fait la force. L'action aussi ».

Fraternellement,

Marc Legrand  
Fondateur de L'Alliance

<https://alliance2022.org>

Le 18 mars 2020



## ANNEXE

### L'unification de la Résistance : une escroquerie, un échec et une erreur

Tandis que les troupes allemandes occupent l'ancienne zone libre et que la *Gestapo* étend son autorité au sud de la France <sup>1</sup>, l'état se resserre donc rapidement sur les résistants qui, jusque-là, n'étaient que peu inquiétés par la police ou la justice du gouvernement de l'État français <sup>2</sup>.

La Résistance intérieure, dans cette partie du pays, doit maintenant faire avec la présence immédiate de l'ennemi, alors même que, voulue par le général de Gaulle, intervient son **unification**, c'est du moins ce que prétend l'histoire officielle, sous l'égide de Jean Moulin.

En septembre 1942, en effet, Henri Frenay, pour Combat, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, pour Libération, et Jean-Pierre Lévy, pour Franc-Tireur, acceptent de facto, dans le cadre de la **mission d'unification** justement confiée à Moulin par le chef de la France libre, la constitution d'une Armée secrète (AS) regroupant les éléments paramilitaires des trois principaux mouvements de zone sud ; le général Eugène Delestraint, le 11 novembre 1942, devenant alors le premier chef de ladite Armée secrète (AS).

Quelques semaines plus tard, encore, après la dissolution de l'armée d'armistice, ses meilleurs éléments rejoignent naturellement l'Armée secrète (AS) ou l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), dirigée par le général Frère, ces nouvelles recrues enrichissant ainsi les rangs de la Résistance intérieure, tout en parachevant et renforçant son unification.

Enfin, le 26 janvier 1943, le **Comité de coordination** des mouvements de résistance de zone sud annonce officiellement la fusion de ses principales composantes, à savoir, dans l'ordre d'importance des effectifs respectifs, Combat puis Libération et enfin Franc-Tireur, le comité directeur comprenant Jean Moulin, assisté des chefs respectifs de ces mouvements, Henri Frenay, Emmanuel d'Astier et Jean-Pierre Lévy. C'est dans ce climat, marqué par les débuts de la traque des résistants du sud de la France par la police allemande et l'unification de la Résistance intérieure, que prend des proportions alarmantes ce que Pierre Laval, quelques mois avant, appelait la Relève, bientôt muée en Service du travail obligatoire (STO).

Pour ce qui est du processus d'unification de la Résistance, c'est, contrairement à ce que prétendent certains historiens sans en apporter la contre-démonstration, une **escroquerie** doublée d'un **échec** patent et triplée d'une **erreur stratégique**. Mais avant de le démontrer et l'expliquer, citons les propos amers, en 1973, d'un résistant hors du commun, en dépit de ses défauts intrinsèques, à la fois témoin et acteur de cette prétendue unification symbolisée, à notre sens, par la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR) et incarnée, plus tard, par le Conseil national de la Résistance (CNR), à savoir celui qui fut sans aucun doute l'un des grands démiurges de la dissidence, le chef de Combat et officier d'active, le capitaine Henri Frenay : « *Après une longue journée, je rentre à Charnay-lès-Mâcon, en proie à des sentiments contraires. Dans mon lit, je reste éveillé. La nuit est silencieuse et j'ai froid ; peut-être ai-je la fièvre ? J'ai du mal à mettre de l'ordre dans mes idées. Aujourd'hui, je recueille le fruit de dix-huit mois d'efforts. J'ai rempli le mandat que le comité directeur de Combat m'a confié à notre réunion de Saliès. Nous sommes enfin unis et derrière de Gaulle. Je me rappelle toutes les discussions à Paris, à Lyon, à Londres, qui nous ont conduits à ce résultat. Cela, il fallait le faire, quoi qu'il en coûte, et je l'ai fait. Je n'en ressens aucune joie. C'est comme, voici deux ans, lorsque j'ai quitté l'armée* <sup>3</sup>. *C'était une obligation, une triste obligation. Dans ma tête je fais le bilan de notre apport aux MUR. C'est, en*

---

<sup>1</sup> Avant le 11 novembre 1942, de nombreux agents de la *Gestapo*, nous l'avons évoqué, bénéficiant d'une fausse identité fournie par les autorités d'occupation, circulaient en zone sud, le plus souvent à l'insu de l'État français qui les traquaient néanmoins sans répit, ce afin de recueillir, entre autres, des renseignements concernant la dissidence gaulliste ou communiste. D'où la rapidité et l'efficacité des premières vagues d'arrestations.

<sup>2</sup> Grâce, notamment, à la prudence des résistants eux-mêmes, à leur organisation, ainsi qu'à des complicités au sein de l'Administration, ou encore au plus haut niveau de l'appareil d'État.

<sup>3</sup> Evènement datant du 28 janvier 1941, près de deux ans, en effet, avant la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR), ce qui ne laisse aucun doute sur la date à laquelle ces pensées ont été celles de Henri Frenay.

somme, le cadeau que Combat dépose dans la corbeille de mariage. Il est impressionnant : 14 services nationaux spécialisés, employant 102 permanents vivant tous dans la clandestinité, des cadres rompus à l'action illégale, unis par une chaude amitié, formant une équipe fraternelle. Saura-t-on, aux MUR, conserver cet esprit, ce dynamisme ? Les manœuvres, les critiques que nous avons subies ne vont-elles pas se répéter dans nos régions et nos départements ? Ai-je eu raison, ai-je eu tort ? Quelle question ! L'unité ne reste-t-elle pas la loi, le maître mot ? J'essaie de m'en convaincre en m'endormant. **Aujourd'hui, avec le recul des trente années écoulées, je pense que nous avons fait une grave erreur** <sup>4</sup> ». Pourquoi tant d'amertume, nous demanderiez-vous ? Tout d'abord, nous l'avons évoqué, parce que la fusion des trois principaux mouvements précités est une escroquerie des plus manifestes dont les victimes figurent la structure même, ses militants et son chef.

Une **escroquerie** manifeste ? Pour quelle raison ? Et bien, tout d'abord, dans la mesure où le comité directeur des Mouvements unis de la Résistance (MUR) accueille un représentant par mouvement, alors même que Combat, en termes d'effectifs, se taille la part du lion, regroupant sensiblement plus de militants que les deux autres structures clandestines réunies. Combien, pour être précis ? Difficile à dire mais, ainsi que le fait remarquer Henri Frenay lui-même dans l'ouvrage précité, si nous nous référons aux sommes respectives allouées à Combat, Libération et Franc-Tireur par Londres et Jean Moulin <sup>5</sup>, le rapport est de 6 contre 2 et 1, ce qui, dans un premier temps, incite l'officier à proposer, fort logiquement, six délégués pour sa structure, deux pour celle de Emmanuel d'Astier de la Vigerie et un pour celle de Jean-Pierre Lévy, ce à quoi il renonce aussitôt, sachant combien ses homologues sont déterminés à défendre une représentation prétendument égale au sein dudit comité directeur.

À vrai dire, Henri Frenay ne demande que le minimum car, pour certains historiens, l'organisation qu'il a créée forme 70% des effectifs des Mouvements unis de la Résistance (MUR), ainsi en est-il de l'historien François-Georges Dreyfus qui cite les chiffres difficiles à vérifier, aussi convient-il de les prendre pour des estimations seules, de 75 000 membres de l'Armée secrète (AS) en juin 1943, dont 50 000 pour les MUR parmi lesquels les rangs de Combat sont formés d'environ 35 000 militants <sup>6</sup>. Deux contre un ? Sept contre trois ? Nous approchons, de toute manière, de ce que fut la part véritable de Combat au sein des Mouvements unis de la Résistance (MUR), ce que, bien sûr, Henri Frenay n'ignore pas, aussi demande-t-il, Combat figurant la fusion des mouvements Vérités et Liberté et parce que ladite structure clandestine a le plus œuvré à l'unification des mouvements de résistance de zone sud, que sa représentation figure le double de celle des autres organisations au sein du comité directeur des MUR, ce que d'Astier de la Vigerie et Lévy refusent.

En dernier recours, ne souhaitant pas voir Liberté non représenté, Henri Frenay propose de s'effacer au profit de François de Menthon qui, en cas d'attribution « égalitaire » des sièges, occuperait celui réservé à Combat, ce que l'intéressé refuse, aussi le capitaine siègera-t-il pour Combat, qu'il a créé, au même rang que Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Jean-Pierre Lévy. En vérité, pour préserver la **fusion** et dans le même temps maintenir une **unité de façade**, Henri Frenay transige. Il ne le sait pas encore, mais c'est là aussi une **grave erreur**.

En effet, car si la représentation au sein du comité directeur des Mouvements unis de la Résistance (MUR) n'est pas, loin s'en faut, équitable, il en va de même quand intervient, ensuite, l'attribution des responsabilités pour les six régions de ladite zone sud. Dès lors, si Combat se voit confier la direction de la R2 (Marseille), avec Chevance-Bertin, Sarie et Max Juvenal, de la R5 (Limoges), avec Edmond Michelet puis Fourcade, et de la R6 (Clermont-Ferrand), avec Henri Ingrand, trois régions où le mouvement clandestin est très majoritaire au sein de la dissidence locale, la R1 (Lyon) voit Marcel Peck, pour Combat, partager la direction avec Malleret-Joinville,

---

<sup>4</sup> Henri Frenay, *La nuit finira, Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Robert Laffont/ Poche, 1973, t. 1, p. 446.

<sup>5</sup> Soit 5 millions à Combat, 1,5 à Libération et 0,9 à Franc-Tireur.

<sup>6</sup> Ledit historien se trompant d'ailleurs dans ces calculs, donnant 75% pour Combat, ce qui, toutefois, figure pour nous la part de l'organisation au sein des Mouvements unis de la Résistance (MUR), toujours en termes d'effectifs, le nombre des membres de l'Armée secrète (AS) – hors MUR, soit, par soustraction, 25 000, nous paraissant quelque peu exagéré (D'après François-Georges Dreyfus, *Histoire de la Résistance*, De Fallois, 1996, p. 240).



de Libération, avant que celle-ci n'échoie au final à Alban-Vistel, pour Libération, ce qui est pour le moins curieux, car la dernière structure clandestine n'est pas aussi implantée dans cette région que d'aucuns veulent bien alors le faire croire, a fortiori en comparaison avec Combat dont Liberté et, dans une moindre mesure, Vérités, ont investi la Résistance locale depuis longtemps. En R4 (Toulouse), c'est Dhont puis Robert Verdier, toujours pour Libération, qui tiennent les rênes, cependant que la R3 (Montpellier) échoie à Gilbert de Chambrun, au mieux compagnon de route plus ou moins avoué du Parti communiste clandestin, au pire cryptocommuniste objectif aux ordres directs de Moscou. Au final, quatre régions sur six sont en théorie dirigées par des membres de Combat, seulement trois dans les faits, soit la moitié. En fin de compte, sur sept dirigeants et co-dirigeants, il n'y a que quatre représentants de Combat, soit un pourcentage inférieur de dix à quinze points par rapport à ce que pèse, sur le terrain, l'organisation clandestine au sein des composantes des Mouvements unis de la Résistance (MUR).

Enfin, pour parachever le tout, le Conseil national de la Résistance (CNR), réuni pour la première fois le 27 mai 1943, noie le mouvement créé par Henri Frenay au milieu de structures quant à elles parfois peu représentatives. En effet, que penser de la présence de Ceux de la Libération (CDLL), quasiment démantelé en mars 1943 quand est arrêté son chef, l'ingénieur Maurice Ripoche, et Ceux de la Résistance (CDLR) aux effectifs bien moindres que ceux formant les rangs de Résistance ou plus encore de Défense de la France (DF), absent de taille au CNR ? Au sein de cet organe prétendument représentatif, la Résistance intérieure dispose de huit sièges, attribution qui ne tient nullement compte du poids réel des mouvements qui y sont représentés, ainsi, à Combat, Libération et Franc-Tireur, pour la zone sud, convient-il d'ajouter, pour la zone nord, l'Organisation civile et militaire (OCM), le Front national (FN), Ceux de la Libération (CDLL) et Ceux de la Résistance (CDLR) que nous avons déjà évoqués. Et si Combat dispose alors de près de 35 000 membres, il ne faudrait pas pour autant croire qu'il en est de même pour d'autres structures, l'OCM, par exemple, pourtant la plus puissante des organisations de zone nord, a été maintes fois démantelée, ici ou là, cependant que CDLL et CDLR disposent de maigres effectifs, que Franc-Tireur est la plus petite des formations de zone sud, rivalisant à peine avec Libération dont la version nordiste est elle aussi représentée <sup>7</sup>, le Front national (FN), mal implanté en zone sud, nous l'avons vu, étant ici considéré comme un mouvement de zone nord, ce qu'il est, en effet <sup>8</sup>.

Au vrai, seuls les trois mouvements de zone sud, l'OCM, Libération-Nord et le FN, auxquels il aurait peut-être effectivement fallu ajouter Résistance et Défense de la France (DF), avaient pour ainsi dire droit de cité au sein du Conseil national de la Résistance (CNR) <sup>9</sup>. Mais le pire est encore la « concurrence » de huit partis politiques <sup>10</sup> et syndicats <sup>11</sup> de la III<sup>e</sup> République, parmi lesquels, c'est entendu, seul le Parti communiste, nous l'avons dit, est légitime en cela que, même entré tardivement en résistance contre l'occupant, il lutte contre ce dernier, ses méthodes fussent-elles contestables, depuis au moins la mi-1941.

Ceci posé, cela signifie que, dans les faits, les 35 000 membres de Combat figurent un seizième, soit à peine 6,3% du Conseil national de la Résistance (CNR) contre au moins 47 à 50%

---

<sup>7</sup> Ce qui est légitime car, dans les faits, elles n'entretiennent que des liens peu suivis, y compris à compter de l'automne 1942, aussi devons-nous les considérer, au moment de la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR), telles deux entités organisées et clandestines distinctes.

<sup>8</sup> En proportion, si tous les mouvements représentés au sein du Conseil national de la Résistance (CNR) valaient, en termes d'effectifs, autant que Combat, ledit CNR incarnerait symboliquement une dissidence forte, en janvier 1943, de près de trois cents mille patriotes (hors les réseaux puis, plus tard, les maquis, ou encore l'Organisation de résistance armée (ORA), non représentée, les giraudistes, etc.), ce qui, bien sûr, est pour le moins très éloigné de la réalité.

<sup>9</sup> Au sein des huit mouvements cités ou des huit initialement représentés au sein du Conseil national de la Résistance (CNR), Combat se taille encore la part du lion, représentant environ la moitié des effectifs de l'ensemble.

<sup>10</sup> Dont le Parti communiste, le Parti socialiste (SFIO), le Parti radical socialiste, le Parti démocrate populaire (PDP), l'Alliance démocratique (AD) et l'Union républicaine et démocratique (URD), ce qui laisse songeur, puisque seul le premier a participé, en qualité de parti politique de la III<sup>e</sup> République, à la Résistance, fusse tardivement.

<sup>11</sup> Soit la Confédération général du travail (CGT) et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC).

dans les faits, ce qui figure bel et bien une **escroquerie** n'augurant rien de bon pour l'avenir de la dissidence et, au-delà, de la France <sup>12</sup>.

À vrai dire, incompréhensible est l'attitude de Henri Frenay qui, même en protestant, parfois avec l'énergie la plus vigoureuse, cautionne cet état de fait inique. En vérité, cette situation pour le moins inquiétante marque l'effacement de l'officier dont certains, tel Raymond Samuel, dit *Aubrac*, envisagent rien moins que l'élimination « **par n'importe quel moyen** » <sup>13</sup>. Pour conclure, reprenons les mots cités par l'historien Dominique Venner qui explique combien la création du Conseil national de la Résistance (CNR) figure objectivement une invention du général de Gaulle pour mettre au pas les mouvements de résistance récalcitrants, parmi lesquels figurent Combat ou encore l'Organisation civile et militaire (OCM), à ses tentatives de mainmise et de récupération, à des fins expressément et presque exclusivement politiques, de la dissidence même : « *Pourquoi de Gaulle veut-il les assujettir ? poursuit Amiot. Parce qu'à l'époque il lui faut à tout prix évincer son plus dangereux rival, Giraud, qui gouverne l'Afrique du Nord. Pour ce faire, il doit opposer légitimité contre légitimité et se poser en représentant de la France occupée face au proconsul très populaire et très respecté. Il faut donc qu'un « Conseil national de la Résistance », fédérant tous les réseaux* <sup>14</sup>, *le mandate comme tel, et c'est le travail dont est chargé Jean Moulin. C'est en somme d'une opération de politique politicienne qu'il s'agit, opération qui ne peut réussir que si les réseaux communistes, encore très faibles à l'époque, lui apportent un soutien déterminé en échange d'une prépondérance qui leur sera par la suite reconnue et qui effacera leur félonie de 1940. C'est le prix à payer, et de Gaulle y a consenti, d'où le poids dont pèseront les communistes sur l'évolution de la France à partir de la libération* <sup>15</sup> ». Nous ne saurions en effet mieux dire.

Une **escroquerie**, donc, et doublée d'un **échec** patent, ceci expliquant sans doute cela, car la Résistance, en 1943, n'est pas unifiée pour autant, ce qui ne sera par ailleurs jamais le cas. Tout d'abord, si le Front national (FN) et, plus généralement, les communistes sont sur-représentés au sein du Conseil national de la Résistance (CNR), ce qui, nous l'avons vu, n'a rien de si surprenant, organe où les délégués marxistes-léninistes mêlent d'ailleurs leurs voix à celles de leurs adversaires, il en va tout autrement dès lors que le Parti se trouve en position de faiblesse, subordonnée ou en minorité, tant il ne doit en aucun cas être contraint de soutenir la comparaison avec les autres structures dissidentes, ce qui lui serait immanquablement défavorable à cause des maigres effectifs de la Résistance rouge, ceci, naturellement, expliquant en grande partie cela.

Ainsi, le Parti et le FN, en zone sud, ne se joignent pas à Combat, Libération et Franc-Tireur pour fusionner au sein des Mouvements unis de la Résistance (MUR). Ensuite, les formations maquisardes, plus tard, se scinderont bien souvent en maquis blancs dépendant des Forces françaises de l'intérieur (FFI) à proprement parler <sup>16</sup> et en maquis rouges procédant quant à eux des Francs-Tireurs et Partisans (FTP), ce qui ne sera pas sans poser problème, des règlements de compte survenant par ailleurs, allant jusque la mort de nombreux impétrants, la plupart du temps des blancs au profit de rouges qui leur disputeront des armes britanniques, les exemples, pour le moins éloquentes, ne manquant pas. Enfin, à la Libération et durant le long et douloureux processus de l'Épuration, les « résistants » communistes se distingueront au plus haut point des patriotes qui ne partagent ni leurs convictions, ni leur haine sectaire, paroxysme des comportements et mentalités différents et dissonants des deux Résistance, blanche et rouge <sup>17</sup>.

**Erreur stratégique**, enfin, comme l'officier d'active l'a compris, trente ans trop tard, dans la mesure où la création des MUR, parce qu'elle signifie, dans les faits, à la fois la dilution de Combat, la mainmise du chef de la France libre sur la Résistance intérieure, à des fins pour ainsi dire

---

<sup>12</sup> Passons sur le fait, décidément dramatique et de mauvais augure, que sur les seize sièges du Conseil national de la Résistance (CNR), pas moins de neuf reviennent à la gauche, dont trois aux communistes et quatre aux socialistes, si tant est que nous puissions considérer les délégués de Libération ou Franc-Tireur comme issus des rangs de la droite.

<sup>13</sup> François-Georges Dreyfus, *Histoire de la Résistance*, De Fallois, 1996, p. 253.

<sup>14</sup> Nous devons entendre par-là « structures organisées », mouvements, ici, et non réseaux de résistance au sens propre.

<sup>15</sup> Dominique Venner, *Histoire critique de la Résistance*, Pygmalion, 1995, p. 313.

<sup>16</sup> En 1944, pour donner l'apparence de l'unité, « blancs » et « rouges » seront dénommés indistinctement Forces françaises de l'intérieur (FFI), mais chacun gardera son indépendance et ses buts de guerre propres.

<sup>17</sup> Là encore, nous y revenons plus avant dans cet ouvrage.

bassement personnelles et politiciennes, ainsi que le profond gauchissement de cette dernière au profit des attentistes socialistes et plus encore des révolutionnaires communistes <sup>18</sup>, équivaut à l'arrêt de mort du projet de réformes que le jeune capitaine et ses compagnons d'armes appellent de leurs vœux depuis près de trois ans, car comment la France pourrait-elle se réformer quand l'organe censé représenter équitablement toutes les composantes de la Résistance intérieure se trouve de la sorte phagocyté par les syndicats et mouvements politiques, le Parti clandestin excepté, issus de la III<sup>e</sup> République, régime de la capitulation qui, en 1940, faillit lamentablement, laissant la nation écrasée par une défaite militaire et morale sans précédent dans notre histoire ?

D'ailleurs, comment croire que le général de Gaulle lui-même a sincèrement envie de réformer le pays aussitôt les armées de l'occupant rentrées en Allemagne ? À vrai dire, il semblerait plutôt que le chef de la France libre caresse l'intention de devenir celui de la France, à la Libération, aussi, incapable de fédérer véritablement la dissidence autour de son nom et de sa personne à cause de ses ambitions démesurées, de son arrogance et des méthodes pour le moins contestables qu'il emploie, le général de Gaulle a décidé de faire appel aux vieux partis et aux centrales syndicales de l'ancien régime républicain, trop heureux, en vérité, de l'aubaine que représente pour leurs cadres cette résurrection des plus inattendues, inespérée, même, alors que l'histoire récente et plus encore la nation française tout entière les avaient condamnés.

Bien sûr, l'ascenseur sera renvoyé avec enthousiasme, car tel figure le *deal* contracté entre le chef de la France libre et le reliquat de la III<sup>e</sup> République que sont les vieux partis et syndicats, à charge, désormais, à ces derniers de mener le général de Gaulle vers le pouvoir suprême, à charge pour l'officier en exil, par contre, de se débarrasser de ses rivaux éventuels, Frenay, Giraud, Brossolette et d'autres encore, les vieux partis pouvant même prêter la main, à l'occasion, pourvu que tout le monde y trouve son compte.

À bien y regarder, hélas, force est de conclure que loin d'être son inventeur ou même sa locomotive, **le chef de la France libre fut bel et bien le fossoyeur de la Résistance intérieure**, surtout en ce qu'elle figure, nous l'avons dit, de promesses, de projets, de réformes pour réveiller le pays, renouveler la nation, la libérer de ses archaïsmes sans pour autant endormir ses traditions ou négliger son avenir et son rang au milieu d'un monde en ébullition et en transformation constante.

Mais si le général de Gaulle figura alors le fossoyeur de la Résistance, il eut un croque-mort, organisateur des funérailles, d'autant plus zélé qu'il fut libre d'agir ainsi, désintéressé qu'il était et croyant sans doute bien faire, en la personne de Henri Frenay qui lui servit pour ainsi dire la Résistance intérieure sur un plateau d'argent en rendant possible la création même des Mouvements unis de la Résistance (MUR) de par l'adhésion de son organisation à ces derniers ; Jean Moulin, qui y laissera d'ailleurs la vie et sans pouvoir préciser les véritables objectifs qu'il poursuivait, cumulant les fonctions de médecin légiste déclarant la mort et d'embaumeur chargé de sauver les apparences.

Peut-être que le propos choquera certains, acteurs ou historiens, mais le fait est là, objectivement, le 26 janvier 1943, **la Résistance intérieure est enterrée** en même temps que ses aspirations à de légitimes réformes qui auraient pourtant fait un bien fou au pays libéré de l'occupant. Certes, des changements s'opéreront mais figurent-ils ce à quoi les dissidents aspiraient durant le conflit ? Nous y reviendrons, bien sûr, plus avant dans cet ouvrage, mais il convenait de signaler cette situation, ce fait historique déplorable. Mais, dès lors, qu'aurait dû faire Henri Frenay, principal responsable de ladite situation ? Si l'officier d'active, trente ans après les événements, est aussi amer, aurait-il dû refuser la fusion des composantes de la dissidence en zone sud au sein des MUR ? Nous pensons en effet que c'était la décision à adopter, sans qu'il nous soit possible de dire pourquoi Henri Frenay a agi de la sorte.

En effet, après tout, le jeune officier n'était pas né de la dernière pluie. Comment, dès lors, n'a-t-il pas vu le coup venir ? Fut-il assez naïf et, avec lui, ses principaux collaborateurs, pour croire que tous, au sein de la dissidence, à Londres, Alger, Washington et Moscou, étaient animés du

---

<sup>18</sup> Qui, contrairement au Parti socialiste, ont au moins le mérite d'avoir combattu l'occupant allemand.

même désintéressement, du même patriotisme sans concession, de la même intelligence consistant à ne pas faire inutilement couler le sang français ?

À ce sujet, les médisances de Emmanuel d'Astier de la Vigerie à l'encontre de Henri Frenay et Combat, le comportement des communistes sur le terrain avant et après l'invasion de l'Union soviétique par les armées allemandes, l'arrogance pour ainsi dire mégalomane du général de Gaulle, les mystères entretenus autour de la personnalité et de l'action de Jean Moulin dont ce dernier emportera la clef dans la tombe, les intrigues de Londres et les coups bas des services secrets de la France libre et ceux de Sa Majesté britannique, etc., auraient dû plus que mettre la puce à l'oreille du fondateur de Combat, organisation forte, en 1943, rappelons-le, de 35 000 membres, ne serait-ce que par égard à ces derniers qui, souvent, firent jusqu'au sacrifice de leur vie pour servir l'idéal de France que le capitaine Frenay leur avait dépeint pour l'après-guerre avant de l'enterrer objectivement à force d'erreurs stratégiques,

Car il y a, en plus d'une naïveté coupable, une obstination, chez l'officier d'active, qui a beau jeu d'invoquer d'autres raisons, pour le moins risibles : « *Dans l'ombre, un jeu très trouble était mené contre nous. Nous n'en avons pas alors conscience, car l'action nous absorbait entièrement* <sup>19</sup> », afin d'expliquer ses propres échecs, de justifier ses cruelles erreurs d'appréciation. Pourquoi, par exemple, avoir à tout prix voulu l'unification de la Résistance intérieure, qui plus est sous la bannière du général de Gaulle dont le capitaine aura pourtant tôt fait de cerner le triste personnage, alors même que Emmanuel d'Astier de la Vigerie, le patron de Libération qui n'était pourtant pas à une menée ou un complot près, défendait quant à lui l'**unité d'action seule**, ce qui, à vrai dire, aurait épargné bien des déboires à Henri Frenay, aux militants de Combat et, plus généralement, à la Résistance intérieure ? Car l'unité d'action aurait en effet permis l'union, et non plus la fusion pure et simple, des principales composantes de la dissidence de zone sud, c'est-à-dire la **coordination seule des actions de propagande, de renseignement ou armées de Combat, Libération et Franc-Tireur, chacune de ces formations gardant de par-devers elle ses propres forces**. Exit, dès lors, les querelles pour savoir combien de délégués telle ou telle instance prétendument représentative de la Résistance intérieure doivent accueillir sur le nom de tel ou tel mouvement, les débats stériles des « Conseils » et « Comités » qui, par bien des aspects, reproduisent la vanité, les bassesses et l'impuissance du parlementarisme de la III<sup>e</sup> République et la récupération du travail des uns par les opportunistes de tous horizons.

Bien sûr, il est aisé d'expliquer, après coup, ce qu'il aurait fallu faire, mais sans la fusion de Combat avec ses homologues que sont Libération et Franc-Tireur, l'entreprise du chef de la France libre serait demeurée vaine, en raison du fait que Combat figure en termes d'effectifs la moitié de la Résistance intérieure, le gauchissement de cette dernière devenant difficilement envisageable.

À vrai dire, si Combat aurait dû s'entendre avec un mouvement, c'était avec l'Organisation civile et militaire (OCM), avec l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), créée plus tard, et d'autres structures plus modestes mais encore saines. Le mariage n'était pas équitable et Henri Frenay, pour bien des raisons, aurait dû garder ses groupes francs, ses bureaux, ses militants et plus encore son Armée secrète (AS), la survie de la Résistance et son projet étant à ce prix, sans l'ombre d'un doute.

Pourquoi, dès lors, l'officier d'active a-t-il agi de la sorte ? Poursuivait-il, en dépit de ses déclarations d'intention, un but précis ? Nous pensons que oui. En fait, contrairement à ce qu'il prétend, Henri Frenay n'est pas complètement désintéressé, en cela qu'il entrevoit, fruit d'un labeur harassant, de son intelligence synthétique – à défaut de politique, hélas, et ses facultés d'organisateur hors pair, de devenir, et le chef de l'Armée secrète (AS), et celui de la Résistance intérieure qu'il espère regrouper autour de Combat, l'un comme l'autre de ses objectifs nous semblant pour ainsi dire légitimes, en tout cas bien plus légitimes que les ambitions démesurées du général de Gaulle ou encore des anciens chefs des vieux partis et syndicats de la III<sup>e</sup> République.

À notre avis, c'est cela que Henri Frenay a en tête, même s'il s'y prend de la pire des manières, car, pour une raison qui nous échappe, le jeune capitaine croit en la **fusion** plutôt qu'en

---

<sup>19</sup> Henri Frenay, *La nuit finira, Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Robert Laffont/ Poche, 1973, t. 1, p. 444.

l'**unité d'action**, ce qui entraînera, nous l'avons dit, la **dilution** pure et simple de Combat. Ceci posé, comment l'organisation clandestine aurait-elle pu survivre au cas où Henri Frenay aurait finalement refusé la fusion de Combat, Libération et Franc-Tireur, si Jean Moulin lui avait alors coupé les vivres, menace et pratique dont il est plus que coutumier pour répondre aux contestations ?

La réponse tient en quelques mots : grâce aux Américains. C'est par ailleurs la principale crainte du général de Gaulle et de Jean Moulin qui sont donc bien conscients que leur attitude risque de pousser Henri Frenay et son mouvement dans les bras de Washington, plutôt que dans ceux, de plus en plus avares, de Londres et la France libre. Après tout, quand le représentant du général en exil coupe une partie des vivres à Combat en riposte aux demandes répétées de son chef qui veut que les Britanniques rallongent la main afin de venir en aide aux maquis naissants en les ravitaillant en nourriture, vêtements et armement, au printemps 1943, Henri Frenay, par l'intermédiaire de Philippe Monod, n'a aucun mal à entrer en contact avec un homme qu'il a déjà rencontré, dix-huit mois auparavant, un certain M. *Scott*, pseudonyme derrière lequel se cache en fait un certain Allen Dulles, officiellement conseiller à l'ambassade américaine de Genève, officieusement chef de l'*Office of strategic services (OSS)*, les services secrets de l'Oncle Sam, qui a décidé de financer, au nom des États-Unis, le mouvement de Henri Frenay qui écrit : « *Le chef de l'OSS a câblé à Washington pour exposer la situation, nos besoins tant en argent qu'en armes ; et c'est avec Monod que le texte du message a été mis au point. Dulles se porte fort de la réponse favorable et dès maintenant met 3 millions de francs en espèces à notre disposition. [...] par les services radio de l'ambassade, nous pourrions sans difficultés communiquer avec de Gaulle et le BCRA. Dulles nous demande aussi de lui donner tous les renseignements d'ordre militaire que les MUR pourront lui fournir. Ils seront immédiatement transmis à Londres et pourront ainsi être exploités dans le minimum de temps. Enfin, il souhaite que nous installions l'un de nos représentants en Suisse pour qu'il puisse avoir grâce à lui un contact permanent avec nous. Une liaison sûre serait organisée entre ce représentant et notre centre lyonnais. [...] Au comble de la joie, nous nous donnons l'accolade. Finis nos soucis ! Soulagement aura de l'argent pour son École des cadres, les maquis seront soutenus et demain armés grâce aux Américains ! Et la liaison avec Londres sans danger, comme en temps de paix !*<sup>20</sup> ».

Nous ne saurions mieux dire, en effet, tant tout aurait été alors plus simple, ce qui n'échappe ni à Frenay, ni à de Gaulle et Moulin qui comprennent, à cet instant, combien leur contrôle sur Combat et son chef est encore tenu, fragile et incertain. Cela vaudra au jeune capitaine, peu après, alors que ce dernier est à Londres, nous sommes le 17 juin 1943, d'être pour ainsi dire contraint de se constituer prisonnier<sup>21</sup>, l'historien Dominique Venner racontant : « *Il [Frenay] se voit interdire de repartir pour la France. Le voici en quelque sorte prisonnier d'État à Londres d'abord, Alger ensuite. Oh ! prisonnier de luxe, avec des égards et des flatteries peu coûteux... De Gaulle fera de lui un commissaire aux prisonniers et déportés dans le Comité français de libération nationale (CFLN), avec rang de ministre (10 novembre 1943). Il lui offrira même plus tard un grade de général FFI que Frenay refusera. En attendant, le voici éliminé, bel et bien*<sup>22</sup> ».

À bien y regarder, Henri Frenay a raté le coche, tout simplement. Naïf et obstiné qu'il est, en dépit de ses protestations légitimes, à ne pas se désolidariser du chef de la France libre à qui il a malencontreusement lié le mouvement qu'il a créé, deux ans et demi plus tôt, alors que de Gaulle n'était rien qu'un officier général dégradé et félon exilé à Londres où tous ou presque le moquaient. Car semoncé par Moulin en personne, une nouvelle fois, qui l'accuse de servir la Résistance aux Américains sur un plateau d'argent – un comble, n'est-ce pas ? le jeune capitaine capitule encore et

---

<sup>20</sup> Henri Frenay, *La nuit finira, Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Robert Laffont/ Poche, 1973, t. 1, pp. 465-466.

<sup>21</sup> Lors d'un premier séjour à Londres, preuve que le capitaine Frenay est un grand naïf et que le général de Gaulle, a contrario, fait alors preuve d'une grande lucidité quant à la nature de rival objectif (mais inconscient) du patron de Combat, ce dernier est stupéfait de s'entendre répondre par le chef de la France libre des paroles qui, avec le recul des ans, résonnent comme un aveu : « *Et bien, Charvet, la France choisira entre vous et moi* » (D'après Henri Frenay, *La nuit finira, Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Robert Laffont/ Poche, 1973, t. 1, pp. 390).

<sup>22</sup> Dominique Venner, *Histoire critique de la Résistance*, Pygmalion, 1995, p. 313.

remet l'organisation qu'il dirige sur orbite londonienne et à la remorque du général de Gaulle, les coups de sang de Frenay, hélas, ne se traduisant que rarement en acte concret.

C'est ce qui manque en vérité à ce **patriote**, la capacité de dire « non » une bonne fois pour toutes, de reprendre les rênes, l'initiative, de saisir enfin le taureau par les cornes et laisser de Gaulle et Moulin avec les Mouvements unis de la Résistance (MUR) et le futur Conseil national de la Résistance (CNR), sans Combat qui ferait alors bande à part, en quelque sorte, un peu à l'instar des communistes dont l'union au sein de la dissidence avec les organisations non-communistes, nous l'avons vu, tient plus du mythe que de la réalité. Non sans arrières pensées, naturellement, les Américains auraient pu armer Combat et les maquis, l'Armée secrète (AS), aussi, et peut-être, demain, l'Organisation civile et militaire (OCM) et l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), ce qui, à coup sûr, aurait mieux valu pour la dissidence et la France car nous voyons mal les États-Unis armer les maquis rouges comme le fera plus tard la Grande-Bretagne, Churchill caressant le rêve terroriste, sous prétexte de lutter contre l'Allemagne, de mettre l'Europe à feu et à sang en allumant des incendies sur les arrières de la Wehrmacht, notamment à l'occasion du débarquement de Normandie, un an après, le 6 juin 1944.

Ravitaillés par les États-Unis, les réduits des Glières et du Vercors auraient-ils été détruits avec la facilité que nous savons après avoir été abandonnés à leur sort par les Britanniques ? Combien d'exactions, du reste, auraient été alors évitées avant même la Libération, les maquis rouges mal armés s'avérant incapables de terroriser les populations, comme dans le Limousin, ou d'exciter la haine de certains miliciens en tuant les leurs dans le but d'obtenir l'escalade de la violence, stratégie ultime et meurtrière de Moscou ?

L'Épuration sauvage aurait-elle eu lieu, dans l'étendue et la férocité que nous savons, sachant que les Américains auraient sans doute affaibli et combattu, s'il eut fallu, insurgés communistes ou apprentis justiciers de quelque obédience que ce soit ?

Bien sûr, faire passer la Résistance dans le giron des Américains n'aurait pas eu que des avantages<sup>23</sup>, tant il est évident que les États-Unis auraient tenté de faire mainmise sur la France qui aurait probablement connu le sort de l'Italie, de la Belgique ou de l'Allemagne de l'Ouest, avec son cortège de bases louées *ad vitam*, mais cela, de Gaulle l'évita-t-il ? Nullement, à bien y réfléchir. Il faudra huit ans de pouvoir à l'officier général pour, en 1966, faire sortir la France du cadre militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Mais pour revenir à Henri Frenay, gageons que c'est une certaine tendance à l'**irrésolution** qui permit au général de Gaulle de faire alors mainmise sur la Résistance intérieure et garder cette dernière dans le giron britannique. Indirectement, le fondateur de Combat a ainsi facilité l'armement des maquis rouges, l'escalade de la guerre civile qui en résulta et, plus tard, nombre des horreurs de l'Épuration.

Ce qui manqua à Henri Frenay, c'est, outre une **lecture politique de la situation**, une **vision d'ensemble et surtout longue** doublée d'un **caractère** qu'il n'aura jamais, celui d'un César, de ses hommes qui savent, quand les circonstances l'exigent, franchir leur Rubicon, alors même que Frenay n'était qu'un Robin Hood, respectable héros, rebelle, sans aucun doute, mais tout aussi insuffisamment à la hauteur des défis de son temps<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> Pourtant Jean Moulin, peu avant son arrestation à Caluire, le 21 juin 1943, l'envisagea avec le plus grand sérieux.

<sup>24</sup> D'autres scénarii étaient possibles, en dehors de celui que nous évoquons ci-avant, parmi lesquels celui d'une scission au sein de la dissidence, ce que redoutait d'ailleurs Henri Frenay sans pour autant oser franchir le pas, une dissidence dans la dissidence, en somme, qui aurait pu mener à une guerre civile, à la Libération, entre les structures paramilitaires non-communistes (Combat, Armée secrète (AS), OCM et ORA) et les Francs-Tireurs et Partisans (FTP), un peu à l'instar de ce qui se passa dans la Grèce de l'après-guerre, dans un contexte spécifique, toutefois. Naturellement, la personnalité de Henri Frenay ne se prêtait guère à envisager pareille issue, moins encore à franchir le Rubicon, donc, et accepter cette confrontation qui s'esquissera, à la mi-1944, entre certains cadres de la Résistance et de la Milice, bien décidés, eux, nous y revenons plus avant dans cet ouvrage, à s'unir et tordre le cou aux communistes qui sèment alors la terreur dans les campagnes françaises. **En vérité, il manqua à Henri Frenay ce qui fait l'essence des hommes purs et durs, la faculté de prendre ses responsabilités, de vivre son idéal jusqu'au bout, d'atteindre une fin jugée supérieure et ce par tous les moyens. En un mot, il n'aurait pas fallu Henri Frenay à la tête de Combat, mais un révolutionnaire.**



<https://alliance2022.org>